



Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

D.2018.12/222

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 10 décembre 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	25
Nombre de Pouvoirs	07
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **18 décembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, **le 10 décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 30 novembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA** (pouvoir à Gilbert FOURNIER jusqu'à 18h28), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (pouvoir à Daniel FIDELIN jusqu'à 18h17), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Juliette **LOZACH**, Franck **DORAY**, Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie LAMBERT
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard DELAHAYS
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette LOZACH
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent GILLE
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Dominique THINNES
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 10 décembre 2018

2018.12/222

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEROGATIONS MUNICIPALES AU PRINCIPE DE REPOS DOMINICAL DES SALARIES – ANNEE 2019 - AVIS

M. Daniel FIDELIN, Maire, présente le principe des dérogations municipales au repos dominical qui a été établi pour permettre aux branches commerciales concernées d'exercer leur activité exceptionnellement les dimanches de forte activité commerciale. Le code du travail donne ainsi compétence au Maire pour accorder, par arrêté municipal avant le 31 décembre, pour l'année suivante, aux établissements de commerce de détail, où le repos a lieu normalement le dimanche, jusqu'à 12 dérogations par année civile au repos dominical contre 9 en 2015 et 5 auparavant. Cette augmentation résulte de la loi du 6 août 2015, dite loi Macron.

Conformément à l'article L.3132-26 et R.3132-21 du code du travail, l'arrêté municipal accordant une telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées et du conseil municipal. Au-delà de 5 dimanches concernés, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI dont la commune est membre.

Les demandes formulées, au titre de l'année 2019, sont les suivantes :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Seine Estuaire, suite à une consultation faite sur l'ensemble de la CODAH auprès des enseignes de la grande distribution et des Unions Commerciales, sollicite l'autorisation du maire afin d'ouvrir exceptionnellement en 2019 les :
 - 6 et 13 janvier,
 - 30 juin,
 - 7 et 14 juillet,
 - 1er septembre,
 - 24 novembre,
 - 1, 8, 15, 22 et 29 décembre ;
- L'enseigne de surgelés « Picard » souhaite également obtenir cette autorisation pour 5 dimanches pendant les fêtes de fin d'année, soit les dimanches 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2019 ;
- L'enseigne « Darty » souhaite, quant à elle, obtenir l'autorisation du maire pour les dimanches suivants : 13 janvier, 26 mai, 30 juin, 1^{er} ou 8 septembre, 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 décembre 2019
- L'enseigne « Norauto » a demandé quant à elle une autorisation de dérogation pour le 23 juin, le 7 juillet, les 1^{er}, 8, 15 et 22 décembre 2019 ;
- L'enseigne Auchan a demandé une autorisation de dérogation pour le 6 janvier, 14 juillet, 24 novembre et 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 décembre 2019
- L'enseigne Maisons du Monde a demandé une autorisation d'ouverture pour les dimanches 13 janvier, 30 juin, 3, 10, 17, 24 novembre et 1^{er}, 12, 15, 22 et 29 décembre 2019

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressées ont été consultés par courrier en date du 10 octobre 2018. La FEH (Fédération des Enseignes de l'Habillement) a donné un avis favorable. Les syndicats CFE-CGC, FO et la FDCF (Fédération Nationale des détaillants en Chaussures de France) ont donné un avis défavorable. Les syndicats CFDT, CGT, FO et CFTC n'ont pas émis d'avis.

Le conseil communautaire de la CODAH du 4 octobre 2018 a émis un avis favorable suite au courrier de saisine envoyé par M. le Maire le 4 septembre 2018.

Toutefois, le Maire n'est pas lié par leur avis, qu'il soit favorable ou défavorable, ou leur absence d'avis. Il dispose d'un entier pouvoir d'appréciation pour appliquer cette dérogation.

Pour l'année 2019, il est proposé de donner des dérogations municipales au repos dominical aux 9 dates suivantes :

- 13 et 20 janvier (soldes hiver)
- 30 juin et 7 juillet (soldes été)
- 1er septembre (rentrée scolaire)
- 8, 15, 22 et 29 décembre (fêtes de fin d'année)

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le Code du travail, notamment ses articles L.3132-25, L.3132-26 à L.3132-27-1 et R.3132-21

VU la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015, et notamment son article 250

VU la consultation des organisations d'employeurs et d'employés intéressées en date du 12 octobre 2018

VU la délibération du conseil communautaire de la CODAH du 4 octobre 2018 rendant un avis favorable aux dates retenues pour déroger au repos dominical dans les commerces de détail de la ville de Montivilliers

CONSIDERANT

- Que le Maire peut accorder des dérogations au principe du repos hebdomadaire dominical dans la limite de 12 dimanches par an, par branche commerciale ;
- Les demandes individuelles, de dérogation au repos dominical des salariés, présentées par des commerçants suite à la consultation faite par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-Estuaire ;
- Que le conseil communautaire de la CODAH a rendu un avis favorable aux dates présentées le 4 octobre 2018 ;
- La consultation le 12 octobre 2018 des organisations d'employeurs et d'employés intéressées ;

Sa commission municipale n°3, Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 28 novembre 2018 consultée ;

VU le rapport de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'émettre un avis favorable sur les dérogations au principe du repos hebdomadaire dominical des salariés aux dates suivantes : 13 et 20 janvier, 30 juin, 7 juillet, 1er septembre et 8, 15, 22 et 29 décembre 2019**

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Pour : 25

Contre : 7 (Nada AFIOUNI, Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD, Aurélien LECACHEUR)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.